

INTERPELLATION DU CONSEIL COMMUNAL DE FOREST DU 8 JUILLET 2025 À 19H30

Objet : Drapeau palestinien sur l'Hôtel communal – Non à la rupture de neutralité et à la politisation des institutions et bâtiments communaux !

**Monsieur le Bourgmestre,
Mesdames et Messieurs les membres du Collège,
Mesdames et Messieurs les Conseillers communaux,**

Je prends aujourd'hui la parole au nom de citoyens forestois qui se sentent, une fois encore, trahis par une décision unilatérale et profondément partisane de vous, Monsieur Spapens, ainsi que du Collège communal – un Collège censé représenter tous les Forestois, et non uniquement les partis qui le composent.

Le 18 juin dernier, sans débat préalable, sans consultation citoyenne ou du Conseil communal, et sans même en informer les élus de l'opposition, vous avez fait hisser le drapeau palestinien sur la façade de l'Hôtel communal, bâtiment symbolique qui appartient à tous les habitants. Vous y avez ajouté une banderole évoquant l'engagement de la Belgique contre les « génocides » — un terme juridiquement lourd, utilisé ici dans un cadre manifestement militant. Personne n'est dupe : cette banderole a été installée le même jour que le drapeau, révélant une mise en scène assumée.

La commune de Forest entend-elle désormais se poser en tribunal international ? En instance diplomatique ? En assemblée onusienne bis ? En commission d'enquête sur les crimes de guerre ? Évidemment non. Forest est une institution locale, aux missions précises : gérer le vivre-ensemble, offrir des services publics de qualité — que nous attendons toujours —, voter un budget encore inexistant à ce jour, et maintenir la cohésion sociale dans un tissu multiculturel fragile. Cette action ne contribue à aucune de ces missions.

Pourquoi ce positionnement idéologique ?

Pourquoi cette prise de position aussi visible sur un bâtiment censé être neutre, et appartenir à tous les citoyens, dans leur diversité ?

Une indignation sélective et dangereuse

L'importation du conflit du Moyen-Orient est, selon nous, dangereuse pour la cohésion sociale. Mais puisque vous avez choisi de le faire, permettez-moi de rappeler quelques faits.

Le 7 octobre 2023, des centaines de civils israéliens ont été massacrés, torturés, enlevés, brûlés vifs par le groupe terroriste Hamas qualifié de terroriste par l'UE, qui a lui-même diffusé ces atrocités. Ce déferlement de barbarie a choqué le monde. Pourtant, aucun

drapeau israélien n'a été hissé à Forest. Aucune banderole n'a réclamé la libération des otages — dont plus de 50 sont toujours retenus à l'heure où j'écris ces lignes. Pourquoi ? Leur souffrance ne mérite-t-elle pas votre compassion ? Ou ne correspond-elle pas à votre ligne idéologique ? Ne sont-ils pas eux aussi victimes des exactions d'un groupe que certains ici osent qualifier de « mouvement de résistance » ? C'est proprement insensé.

Pourquoi le drapeau palestinien, et pas ceux de l'Ukraine, du Tibet, du Congo, du Soudan ou du Yémen ? Pourquoi pas une banderole « Justice pour les femmes afghanes et iraniennes » ou « Solidarité avec les homosexuels de Tchétchénie » ? Pourquoi ce conflit, et uniquement celui-là ? Ce choix sélectif révèle une instrumentalisation politique à visée locale. Une récupération électoraliste habillée d'un vernis humaniste. Nous ne sommes pas dupes. Nous sommes aussi Forestois, et, Monsieur le Bourgmestre, sachez que vous ne ferez pas l'économie de notre problème.

Vous affirmez ne pas vouloir importer le conflit. Pourtant, c'est exactement ce que vous faites. Par ce geste symbolique, par des tournois sportifs où l'on brandit des t-shirts « Free Palestine », par des conférences à sens unique, vous créez un climat clivant. Vous introduisez des symboles géopolitiques au sein de l'espace communal — qui se doit d'être neutre — et exacerbez des tensions, au lieu de les apaiser. Nombre de vos concitoyens vivent aujourd'hui dans la crainte, et ne se demandent plus **s'il faut partir, mais quand**.

Une neutralité piétinée

La neutralité du service public n'est pas une option : c'est une exigence et une nécessité. Une maison communale n'est pas un espace de militantisme. Elle appartient à toutes et tous. Elle ne doit ni diviser ni exclure. Aujourd'hui, ce principe a été bafoué.

Je suis contraint de m'exprimer dans une salle surplombée d'un drapeau qui, pour certains, incarne une cause légitime, et pour d'autres, rappelle les atrocités commises contre des innocents — des jeunes massacrés alors qu'ils dansaient pour la paix, car oui, ces pseudo-résistants arboraient cet étendard sur leur uniforme, le 7 octobre 2023. Y avez-vous seulement pensé ?

Est-ce le rôle du Collège d'imposer une lecture univoque d'un conflit aussi complexe ? Est-ce cela, votre conception de la démocratie locale ? Pendant ce temps, Forest est confrontée à l'immobilisme, au chômage, à l'insécurité, à la malpropreté. N'avez-vous pas d'autres priorités ?

Où était le débat en Conseil communal ? Quelle est la légitimité d'un tel affichage, sans vote ni concertation ? Où est le respect du règlement, de l'opposition, et surtout, des citoyens qui ne se reconnaissent pas dans cette prise de position unilatérale ?

Votre silence face à d'autres drames humains, y compris touchant directement notre commune, votre indifférence à l'égard des otages israéliens — dont les visages n'ont jamais été affichés dans cette maison communale, pourquoi en est-il ? Cela pose une question simple : défendez-vous les droits humains de manière universelle, ou selon une grille idéologique ? Quelle est la plus-value d'un tel geste pour les habitants de Forest ?

Nous exigeons :

1. Le retrait immédiat du drapeau palestinien et de la banderole de l'Hôtel communal.
2. Le respect strict de la neutralité institutionnelle dans l'usage des infrastructures publiques.
3. L'interdiction de tout affichage partisan ou géopolitique sans délibération démocratique et approbation explicite de l'ensemble du Conseil communal.

Enfin, nous vous demandons de ne plus utiliser notre commune comme levier de communication politique sur des sujets qui ne relèvent pas de vos compétences. L'Hôtel communal n'est pas un compte

L'institution communale n'est pas un terrain d'expression idéologique. Elle doit rester un lieu partagé, au service de toutes et tous. Vos convictions, vous êtes libres de les exprimer dans vos partis, vos campagnes ou vos tribunes personnelles — mais pas sur les murs de notre maison commune.

Aujourd'hui, vous prétendez agir au nom de la paix. Mais en réalité, vous contribuez à approfondir les divisions. Le vivre-ensemble ne se construit ni avec des drapeaux, ni avec des slogans, mais avec du dialogue, du respect, de la neutralité et de l'écoute.

Je vous remercie de votre attention.
